

Edito | De la droite au front national: Monsieur le maire ouvre la voie

Vous vous rendez compte Joël ?...L'interpellation sur le mode de la stupéfaction émane d'un homme jeune, profession libérale, conseiller municipal au village qui a découvert sur les réseaux sociaux, et par la presse, que son maire, Jean-Jacques Edard, avait décidé de créer avec d'autres élus de la Haute Gironde le collectif « Pour la France-la France unie » Un groupe où se retrouvent entre autres d'anciens membres de l'UMP, des divers droite, des adhérents des Républicains, en compagnie de la secrétaire départementale du Front National, Edwige Diaz, par ailleurs membre du bureau national du FN. Et d'ajouter : « il ne nous a pas prévenus et, nous, nous avons été élus sur une liste d'intérêt communal, sans étiquette pour le service de nos concitoyens . Et dire qu'il pensait installer le siège de l'association au sein de la mairie... »

L'explication de texte a eu lieu, jeudi, en conseil municipal et Jean-Jacques Edard, face à l'émotion des conseillers qui s'étaient réunis entre eux, a reconnu avoir pu les blesser, arguant que sa démarche, jusque là discrète, correspondait au refus de « mélanger les genres »

Cavignac, une commune de quelques 2.000 habitants, à 32 kilomètres au nord de Bordeaux, longée par la Nationale 10, dont la population ne cesse de croître et prévoit, dans son PLU en cours d'élaboration, d'en accueillir 620 de plus, a certes voté Marine Le Pen, à 30 %, lors du premier tour des présidentielles... Mais de là à imaginer que son maire qui a porté les couleurs de l'UMP et des Républicains, non seulement franchisse le pas mais soit leader de pareille entreprise... Se projette-t-il en pensant aux prochaines municipales ? A considérer l'accueil local réservé à son initiative, c'est sans doute le plus mauvais des calculs ? Songe-t-il aux prochaines élections départementales avec l'espoir, qui sait, de faire tandem dans le grand canton du Nord Gironde avec Edwige Diaz, espérant défaire la gauche, aujourd'hui représentée par Alain Renard et Célia Monseigne, maires PS de Saint Savin de Blaye et Saint-André de Cubzac ? C'est possible, émanant d'un élu qui n'a pas réussi à s'imposer dans les instances de droite, héritières de la famille gaulliste.

En réalité, ce ralliement au FN que l'état major girondin de Républicains a immédiatement condamné, annonçant qu'il exclurait ceux de ses membres qui auraient été reconnus, ne répond pas seulement à de bas calculs préélectoraux. Il traduit le basculement progressif, amorcé à l'été 2017 après la défaite de la droite républicaine aux présidentielles, vers le corpus idéologique du Front National. Et, cette fois, il prend sa source non pas dans les états-majors mais parmi ces élus de proximité, attachés au service de la population, que rien ne semblait prédisposer, y compris à travers une charte, à partager les idées extrêmes et les valeurs de la maison Le Pen. Cette conversion exige d'autant plus de vigilance démocratique que la situation objective des territoires que ces élus représentent ne correspond pas aux clichés commodément répandus pour y expliquer la percée du FN. Le sous-emploi y est certes trop important mais il n'est pas vrai que les services publics y ont disparu. En revanche, il faut redire, ici, s'agissant de la Gironde, que des communes périurbaines, comme celle de Cavignac, accueillent de plus en plus de ces « banlieusards métropolitains » qui n'ont d'autre alternative que de passer deux heures voire plus pour aller au travail et en revenir. Des habitants dont les frustrations sont souvent à l'origine de leur vote de rejet dont on ne trouve aucune autre explication rationnelle.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 08/04/2018
[Url de cet article](#)